

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 9 MARS 1922.

Proposition de loi apportant certaines modifications aux lois coordonnées du 20 octobre 1919 et du 3 août 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Dès que la loi du 29 octobre 1919, établissant des impôts sur les revenus, fut votée, la classe ouvrière s'est profondément émue en raison des lourdes charges que cette loi faisait peser sur les épaules des modestes travailleurs, tandis que, comparativement, les gros contribuables étaient légèrement frappés.

Des réclamations justifiées s'élevèrent de toutes parts, ce qui amena le Gouvernement issu des élections du 16 novembre 1919 à les prendre en considération.

Dans sa déclaration du 12 décembre 1919, à la rentrée des Chambres, il faisait connaître son intention de ne pas appliquer la nouvelle loi, de la suspendre, au contraire, en attendant qu'un projet de modification puisse être présenté et voté.

Le Premier Ministre Delacroix activa l'étude de la question et déposa, le 17 février 1920, un projet de loi modifiant la législation relative aux impôts sur les revenus.

Ce projet était encore loin de satisfaire la classe ouvrière. En effet, tout en rectifiant certaines erreurs de la première loi, il en commettait d'autres. Par exemple, les ouvriers avaient demandé de se voir exonérés du paiement de la taxe pour une somme considérée comme un minimum d'existence. Ce minimum avait été fixé par la loi d'octobre 1919 (art. 42) à 6,000 francs pour le chef de ménage et un cinquième en plus pour chaque personne à sa charge; cette application, il est vrai, ne concernait que la supertaxe, mais lors de la discussion à la Chambre, le Ministre des Finances avait cependant reconnu qu'il s'agissait réellement d'un minimum nécessaire à l'existence et que l'on ne pouvait donc y toucher.

Le Gouvernement, accédant à la demande des ouvriers, aurait donc dû

exonérer tout à fait ce minimum ; mais, dans le projet de loi modifié, il abaissa ce chiffre jusqu'à 1,800, 2,100, 2,400, 2,700 et 3,000 francs d'après le nombre d'habitants de chaque localité. Ce minimum devait aussi être appliqué pour la supertaxe de sorte que le projet reprenait déjà une partie de ce qu'il voulait bien accorder.

Après bien des atermoiements, la Chambre discuta le projet déposé et y apporta des changements importants donnant lieu à de nouvelles critiques de la classe ouvrière. En effet, le projet prévoyait une déduction d'un sixième des ressources pour les charges professionnelles ; la Chambre réduisit cette déduction à un dixième. Elle fixa aussi un minimum forfaitaire de 12 francs par an pour tous les revenus ou partie de revenus exonérés, de sorte qu'en réalité il n'y avait plus de minimum d'existence exonéré, mais bien un impôt mitigé.

La loi ainsi modifiée donna encore moins satisfaction aux classes travailleuses, de sorte qu'avant son application le Gouvernement a déjà dû en diminuer les effets, en déclarant la taxe forfaitaire, applicable seulement aux salaires dépassant les deux tiers des minima exonérés, qui furent portés de 2,100 à 3,600, selon les localités.

Le seul argument sérieux invoqué par le Gouvernement pour justifier son attitude, fut que les ressources de l'État sont déjà trop minimes et qu'une plus grande exonération les aurait diminuées davantage.

Cela est vrai aux termes actuels de la loi, attendu que les petits sont très frappés, tandis que les gros ne le sont pas assez.

Nous sommes d'avis que la loi doit absolument être améliorée, de telle sorte que le minimum d'existence soit tout à fait sauvegardé et que, d'autre part, on impose davantage les citoyens ayant des revenus importants.

Tels sont les buts que nous poursuivons en déposant une proposition de loi modifiant les lois coordonnées du 29 octobre 1919 et du 3 août 1920.

Nous exposerons brièvement les modifications suggérées par nous et leur raison d'être :

Nous demandons la suppression du dernier paragraphe de l'article 25 fixant la taxe professionnelle forfaitaire, partant du principe que le minimum d'existence doit être entièrement exonéré. Dans le même ordre d'idées, nous proposons une modification à l'article 41, paragraphe 1^{er}, portant les minima exonérés à 4,000, 4,500, 5,000, 5,500 et 6,000 francs, avec cette restriction que les revenus dépassant 24,000 francs ne bénéficient pas des exonérations.

Ces exemptions vont naturellement amener une certaine diminution du rendement de l'impôt, si elles sont, bien entendu, appliquées à tous les contribuables. Mais nous ne sommes pas d'avis qu'il doive nécessairement en être ainsi, et nous proposons de n'appliquer le bénéfice de cette disposition qu'aux revenus ne dépassant pas les minima ci-dessus. Au delà de ces chiffres et jusqu'au revenu de 24,000 francs pour les grandes villes, il y aurait des dégressions.

La Chambre nous avait en partie donné satisfaction l'an dernier en portant au $\frac{1}{5}$ au lieu de $\frac{1}{10}$ l'exonération pour la femme mariée et pour chaque enfant ; mais cette disposition n'a pas encore été votée au Sénat.

Nous demandons aussi par modification à l'article 25, *avant-dernier alinéa*, que le minimum d'exemption soit calculé d'après la population de la commune la plus importante, que ce soit celle où la profession est exercée ou celle où le contribuable est domicilié. Il se conçoit que le minimum d'existence doive être établi d'après ce critérium et non pas seulement comme le prescrit la loi actuelle.

Une modification identique devra être apportée, comme nous le proposons, à l'article 49.

Par la modification à l'article 31, *paragraphe 3*, nous mettons les employés et ouvriers sur le même pied que les autres contribuables, tandis que nous supprimons, pour les patrons d'industries, un travail inutile et coûteux.

Pourquoi l'ouvrier et l'employé sont-ils soupçonnés de ne pas vouloir payer leurs impôts? Ne sont-ils pas, comme les autres citoyens, capables de remplir leurs obligations légales et pourquoi leur infliger l'humiliation de faire ces retenues? Les ouvriers considéreront toujours celles-ci comme une diminution de salaire, ce qui amènera des conflits regrettables.

En ce qui concerne les récalcitrants éventuels, nous proposons de leur appliquer la disposition actuelle, étant tout à fait certains que pour la grande généralité des employés et ouvriers, on ne sera pas obligé d'y recourir.

Dans un autre ordre d'idées, nous estimons qu'il y a lieu de renforcer les prescriptions de la loi d'impôt et de faire rendre à celle-ci des résultats beaucoup plus importants. Bien que personne ne puisse dire actuellement quel sera le produit des impôts nouveaux sur les revenus, il n'en est pas moins vrai que les besoins du pays sont hors de proportion avec le rendement possible de ces impôts.

Sans être d'un pessimisme exagéré, on peut trouver, d'accord en cela avec les déclarations faites à la Chambre par l'honorable Ministre des Finances, que pour aider au relèvement du pays, pour améliorer autant que possible la situation monétaire, pour consolider dans une certaine mesure la situation de notre dette, il est absolument nécessaire d'augmenter les divers taux de notre loi d'impôt. On ne fera, en agissant ainsi, qu'imiter les pays étrangers, où le contribuable consent volontairement, et sans rechigner, des sacrifices considérables dans l'intérêt supérieur de la nation.

ART. 23. — Il est d'abord de toute nécessité de rétablir le *bordereau* qui avait d'ailleurs été proposé dans le premier projet de loi. C'est le seul moyen efficace d'empêcher la fraude.

Nous proposons de remplacer à l'article 27, *paragraphe 1^{er}* le mot « double » par le mot « quadruple », pour la fixation des revenus provenant de l'*agriculture*. Il y a lieu de réparer une injustice commise à l'égard des habitants des villes. L'estimation des revenus agricoles, au quadruple de la valeur locative, n'a d'ailleurs rien que de très normal et ne comporte aucune exagération.

Nous demandons aussi, pour les motifs énoncés plus haut, de porter de 10 à 20 % le *taux* des impôts visés aux articles 33 et 34, *paragraphe 1^{er}*.

A l'article 35, *paragraphe 2*, nous portons le *maximum* à 30 %, ce chiffre ne devant d'ailleurs être atteint que pour les dernières tranches des revenus importants.

Il en serait de même pour le taux de 10 % fixé à l'alinéa 2 du paragraphe 3 du même article. Nous y remplaçons le chiffre 10 par le chiffre 50. Ce taux ne serait atteint que pour la trentième tranche, soit les bénéfices égalant 30 vingtièmes des capitaux investis et au delà.

Le même taux serait applicable à la *supertaxe*, et à l'article 44, 3°, le chiffre serait aussi 40 % au lieu de 30, atteignant les dernières tranches des revenus très élevés.

Il convient enfin d'augmenter le *délai de prescription* prévu par l'article 74 et de le porter à 10 ans au lieu de 5. En maintenant le délai actuel, l'administration se trouverait désarmée très souvent lorsqu'elle se trouverait en présence des héritiers du contribuable en faute.

Nous croyons enfin indispensable de supprimer l'alinéa premier de l'article 83 rendant ainsi aux provinces et aux communes toute liberté de frapper les taxes qui leur sont nécessaires, comme cela existait avant la guerre, avec le contrôle gouvernemental établi par nos lois.

Telles sont les importantes modifications que nous proposons au vote de la Chambre. Nous avons la conscience qu'elles sont justifiées et qu'elles amélioreront considérablement la loi actuelle, dans un sens de justice sociale et dans une idée de plus grande productivité de l'impôt.

Aussi avons-nous l'espoir que notre projet recevra un accueil favorable.

MAX HALLET.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 9 MAART 1922.

Wetsvoorstel waarbij wijzigingen worden gebracht in de samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

Dadelijk na het aannemen van de wet van 29 October 1919 tot vestiging van belastingen op de inkomsten, voelde de arbeidersklasse zich diep getroffen wegens de zware lasten, welke deze wet aan de nederige arbeiders oplegde, terwijl, vergelijkenderwijze, de groote belastingschuldigen slechts in geringe mate belast werden.

Van alle zijden gingen gerechtvaardigde klachten op, zoodat de Regeering, ontstaan uit de verkiezingen van 16 November 1919, er toegebracht werd ze in overweging te nemen.

In hare verklaring van 12 December 1919, bij het heropenen van de Kamers, gaf zij haar inzicht te kennen de nieuwe wet niet toe te passen, ze integendeel op te schorsen, in afwachting dat een ontwerp tot wijziging zou kunnen ingediend en aangenomen worden.

De Eerste Minister Delacroix bespoedigde het onderzoek van het vraagstuk en diende, op 17 Februari 1920, een wetsontwerp in tot wijziging van de wetten betreffende de inkomstenbelastingen.

Dit wetsontwerp kon de arbeidersklasse nog op verre na niet bevredigen. Inderdaad, door sommige dwalingen van de eerste wet te willen herstellen, beging het er andere. Zoo, b. v., hadden de arbeiders gevraagd ontheven te worden van het betalen der belasting ten beloope van eene som, welke als een minimum voor het bestaan wordt geacht. Dit minimum werd door de wet van October 1919 (art. 42) vastgesteld op 6,000 frank voor het gezinshoofd en één vijfde daarboven voor elken persoon te zijnen laste; het is waar, deze toepassing gold slechts voor de supertaxe, doch bij de behandeling in de Kamer had de

Minister van Financiën erkend dat het werkelijk was een tot het bestaan noodzakelijk minimum, hetwelk dus onaangetast blijven moest.

De Regeering, ingaande op de aanvraag der arbeiders, zou dus dit minimum geheel hebben moeten vrijstellen; doch in het gewijzigd wetsontwerp vermindert zij dit bedrag tot op 1,800 frank, 2,100 frank, 2,400 frank, 2,700 frank en 3,000 frank naar gelang van het getal inwoners van elke gemeente. Dit minimum zou ook moeten toegepast worden voor de supertaxe, zoodat het ontwerp reeds een gedeelte terugnam van wat het wel wilde geven.

Na lang dralen behandelde de Kamer het ingediende ontwerp en bracht daarin aanzienlijke wijzigingen, welke tot nieuwe bezwaren vanwege de arbeidersklasse aanleiding gaven. Het ontwerp voorzag inderdaad een aftrek van een zesde der inkomsten voor de bedrijfslasten; de Kamer verminderde dit tot op een tiende. Zij bepaalde ook een eens voor al vastgesteld minimum van 12 frank per jaar voor al de vrijgestelde inkomsten of gedeelten van inkomsten, zoodat er, in werkelijkheid, geen minimum van ontheven bestaansbedrag meer was, maar wel een verzachte belasting.

De aldus gewijzigde wet gaf nog minder voldoening aan de arbeidersklasse, zoodat de Regeering, reeds voordat zij werd toegepast, de gevolgen er van moest verzachten door te verklaren dat de eens voor al vastgestelde belasting slechts toepasselijk zou zijn op de loonen van meer dan twee derden der vrijgestelde minima, welke gebracht werden van 2,100 tot op 3,600 frank naar gelang van de gemeenten.

Het eenig ernstig argument, door de Regeering aangevoerd om hare houding te rechtvaardigen, was, dat de inkomsten van den Staat reeds te gering zijn en dat eene nog grootere vrijstelling deze nog meer zou verminderd hebben.

Dit is waar naar luid van de huidige wet, aangezien de geringe lieden zeer belast worden, terwijl de rijke lieden het niet genoeg zijn.

Wij zijn van meening dat de wet volstrekt moet verbeterd worden, derwijze dat het bestaansminimum geheel gevrijwaard zij en dat, anderzijds, de burgers, die aanzienlijke inkomens bezitten, meer worden belast.

Dit wenschen wij te bereiken door het indienen van een wetsvoorstel tot wijziging der samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920.

Wij zullen de door ons voorgestelde wijzigingen in 't kort uiteenzetten en billijken :

Uitgaande van het beginsel dat het bestaansminimum heel en al moet vrijgesteld worden, vragen wij de opheffing van de laatste paragraaf van *artikel 25*, die de forfaitaire bedrijfsbelasting invoert. In denzelfden geest stellen wij eene wijziging voor in *artikel 41, § 1*, waarbij de vrijgestelde minima worden gebracht op 4,000, 4,500, 5,000 en 6,000 frank, met deze beperking dat er geen vrijstellingen worden verleend voor de inkomens boven 24,000 frank. Verleden jaar had de Kamer ons gedeeltelijk voldoening geschonken door de vrijstelling voor de gehuwde vrouw en voor elk kind te bepalen op één vijfde in plaats van één tiende; deze bepaling werd echter door den Senaat nog niet aangenomen.

Deze vrijstellingen zullen natuurlijk eene zekere vermindering van de opbrengst der belasting medebrengen, indien zij, wel verstaan, op al de belastingschuldigen worden toegepast. Doch, wij meenen niet dat dit onvermijdelijk het gevolg zijn moet, en wij stellen voor, deze bepaling slechts toe te passen op de inkomens, welke bovengemelde minima niet overschrijden. Boven deze cijfers en tot een inkomen van 24,000 frank voor de groote steden, zouden er minderingen zijn.

Door eene wijziging in *het voorlaatste lid van artikel 25* vragen wij ook dat het vrijgestelde minimum zou worden berekend naar de bevolking der belangrijkste gemeente, hetzij de gemeente waar het bedrijf wordt uitgeoefend, of die waar de belastingschuldige woont. Het ligt voor de hand dat het bestaansminimum moet worden vastgesteld naar dit criterium en niet alleen naar de voorschriften van de bestaande wet.

In denzelfden zin zal *artikel 49* moeten gewijzigd worden, zooals wij het ook voorstellen.

Door de wijziging in *artikel 31, § 3*, stellen wij de bedienden en de werklieden op gelijken voet met de overige belastingschuldigen, terwijl wij voor de nijverheidsbazen een nutteloos en veel geld kostend werk afschaffen.

Waarom worden de werkmán en de bediende verdacht hunne belastingen niet te willen betalen? Zijn zij niet, evenals de overige burgers, bekwaam om hunne wettelijke verplichtingen na te komen, en waarom hun de vernedering dier afhoudingen aandoen? De werklieden zullen deze altijd beschouwen als eene vermindering van hun loon, wat tot betreurenswaardige geschillen zal aanleiding geven.

Voor hen die mochten weigeren de belasting te betalen, stellen wij voor, de bestaande bepaling op hen toe te passen; wij zijn er inderdaad van overtuigd, dat men nooit daartoe zal moeten overgaan voor de groote meerderheid van de bedienden en van de werklieden.

* *

Een ander punt : wij meenen dat de voorschriften der belastingwet dienen verscherpt te worden, en dat men haar veel meer belangrijke uitslagen moet doen opleveren. Al kan niemand op dit oogenblik zeggen wat de nieuwe belastingen op het inkomen zullen opbrengen, evenmin kan men ontkennen dat er geene verhouding bestaat tusschen de behoeften van het land en de mogelijke opbrengst der belastingen.

Zonder overdreven pessimistisch te zijn, kan men, in overeenstemming met de verklaringen van den Minister van Financiën in de Kamer, van meening zijn, dat het volstrekt noodig is de verschillende bedragen van onze belastingwet te verhoogen om het herstel van het land te bevorderen, om onze geldmarkt zooveel mogelijk te verbeteren, om in zekere mate den toestand van onze schuld te bevestigen. Zodoende volgt men enkel het voorbeeld na van het buitenland, waar de belastingschuldige vrijwillig en zonder bezwaar te opperen er in toestemt, zware offers te brengen in het hooger belang van de Natie.

*
* *

ART. 23. — Vooreerst is het volstrekt noodig het *borderel*, dat overigens in het eerste wetsontwerp werd voorgesteld, opnieuw in te voeren. Dit is het eenige doeltreffend middel om bedrog te voorkomen.

*
* *

Wij stellen voor, in *artikel 27, § 1*, het woord « dubbele » te vervangen door het woord « vierdubbele », voor de vaststelling der inkomsten uit den landbouw. Er dient eene onrechtvaardigheid ten nadeele van de bevolking der steden te worden hersteld. De schatting der landbouwinkomsten op het vierdubbele van de huurwaarde is overigens zeer normaal en hoegenaamd niet overdreven.

Wij stellen ook voor, om de reeds aangegeven redenen, het bedrag der bij de artikelen 33 en 34, § 1, bedoelde belastingen, te brengen van 10 op 20 t. h.

Bij *artikel 35, § 2*, stellen wij voor, het maximum te verhoogen tot 30 t. h., welk bedrag, overigens, slechts zou bereikt worden voor de laatste reeksen der aanzienlijke inkomens.

Dit zou eveneens het geval zijn voor het bedrag van 10 t. h., bepaald bij lid 2 van § 3 van ditzelfde artikel. Wij vervangen daarin het cijfer 10 door 30. Dit bedrag zou enkel bereikt worden voor de dertigste reeks, dus voor de winsten gelijk aan 30 twintigsten van de aangewende kapitalen en daarboven.

Hetzelfde bedrag zou toepasselijk zijn op de supertaxe en, bij *artikel 44, 3^o*, zou het cijfer ook 40 t. h. zijn in plaats van 30, voor de laatste reeksen der zeer hooge inkomens.

*
* *

Ten slotte, dient de verjaringstermijn, voorzien bij *artikel 74*, te worden verlengd en te worden gebracht van 5 op 10 jaar. Mocht de huidige termijn behouden worden, dan zou het beheer zeer dikwijls machteloos zijn, wanneer het zich zou bevinden tegenover de erfgenamen van den nalatigen belasting-schuldige. Wij achten het ook onontbeerlijk, lid 1 van *artikel 83* te doen wegvallen om aldus aan de provinciën en de gemeenten volle vrijheid te laten, de haar noodige belastingen in te voeren, zooals dit vóór den oorlog het geval was, onder de bij onze wetten voorziene contrôle van de Regeering.

*
* *

Dit zijn de belangrijke wijzigingen, welke wij aan de Kamer ter goedkeuring voorleggen. Wij zijn van gevoelen dat zij gewettigd zijn en dat zij de huidige wet aanzienlijk zullen verbeteren, wat betreft de sociale rechtvaardigheid en de hoogere opbrengst der belasting.

Ook hopen wij dat ons ontwerp gunstig zal onthaald worden.

MAX HALLET.

ANNEXE AU N° 114.

Proposition de loi apportant certaines modifications aux lois coordonnées du 24 octobre 1919 et du 3 août 1920 établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global.

ARTICLE PREMIER.

Les modifications suivantes sont apportées aux lois du 20 octobre 1919 et du 3 août 1920, établissant des impôts cédulaires sur les revenus et un impôt complémentaire sur le revenu global :

ART. 23. — Les dispositions suivantes sont ajoutées à cet article :

« ... et sans exiger un bordereau en »
 » double, certifié exact et véritable,
 » indiquant le possesseur réel, le genre
 » et le nombre de titres correspondants.

» Les personnes visées par le para-
 » graphe premier, transmettent dans
 » la quinzaine un exemplaire de cette
 » déclaration au receveur des contribu-
 » tions du domicile du propriétaire. »

ART. 25. — Le texte suivant est ajouté à l'avant-dernier paragraphe :

« ... pour le cas où la population de »
 » cette commune est plus élevée que
 » celle du domicile. »

Le dernier paragraphe est supprimé.

BIJLAGE VAN N° 114.

Wetsvoorstel waarbij wijzigingen worden gebracht in de samengeordende wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen.

EERSTE ARTIKEL.

De navolgende wijzigingen worden gebracht in de wetten van 29 October 1919 en van 3 Augustus 1920 tot vestiging van cedulaire belastingen op de inkomsten en van eene bijkomende belasting op het globaal inkomen :

ART. 23. — De navolgende bepalingen worden aan dit artikel toegevoegd:

« ... en zonder een borderel in duplo »
 » te eischen, dat voor echt en waar ver-
 » klaard is en den werkelijken bezitter,
 » den aard en het getal der daarop be-
 » trekking hebbende titels vermeldt.

» Door de personen, bij de eerste »
 » paragraaf bedoeld, wordt, binnen »
 » veertien dagen, een exemplaar dier »
 » aangifte overgemaakt aan den ontvan- »
 » ger van de belastingen der woon- »
 » plaats van den eigenaar. »

ART. 25. — De volgende tekst wordt aan de voorlaatste paragraaf toegevoegd :

« ... voor het geval dat de bevolking »
 » dezer gemeente die der woonplaats »
 » overschrijdt. »

De laatste paragraaf wordt wegge-
 laten.

ART. 27, § 2. — A l'alinéa final de ce paragraphe, le mot « double » est remplacé par le mot « quadruple ».

ART. 31, § 3. — Ce paragraphe est remplacé par la disposition suivante :

« Au cas où le contribuable n'aurait pas acquitté le montant de la taxe due par lui dans les délais fixés à l'article 59, sur notification du receveur des contributions, les redevables désignés... etc. (la suite comme à l'article 31, § 5). »

ART. 33. — Les mots « 10 % » sont remplacés par les mots « 20 % ».

ART. 34, § 1^{er}. — Les mots « 10 % » sont remplacés par les mots « 20 % ».

ART. 35, § 2. — Ce paragraphe est remplacé par le texte suivant :

« Le taux, y compris les parts des provinces et des communes, est fixé à 2 % pour la première tranche et augmente graduellement d'un demi pour cent pour chaque nouvelle tranche jusqu'au revenu de 21,000 francs compris. Au delà de ce chiffre, l'augmentation sera de un pour cent pour chaque nouvelle tranche, sans pouvoir dépasser trente pour cent ».

ART. 35, § 3, al. 2. — Les mots « sans pouvoir dépasser 10 % » sont remplacés par les mots « sans pouvoir dépasser 30 % ».

ART. 27, § 2. — In de slotalinea van deze paragraaf wordt het woord « dubbele » vervangen door het woord « vierdubbele ».

ART. 31, § 3. — Deze paragraaf wordt door de navolgende bepaling vervangen :

« Mocht de belastingplichtige het bedrag van de door hem verschuldigde belasting niet hebben betaald binnen de tijdsruimten bepaald bij artikel 59, na aanzegging van den ontvanger der belastingen, dan zijn de belastingplichtigen, bedoeld... enz. (het overige zooals in artikel 31, § 3). »

ART. 33. — De woorden « 10 t. h. » worden vervangen door de woorden « 20 t. h. ».

ART. 34, § 1. — De woorden « 10 t. h. » worden vervangen door de woorden « 20 t. h. ».

ART. 35, § 2. — Deze paragraaf wordt door den volgende tekst vervangen :

« Het bedrag, met inbegrip van de aandeelen der provinciën en der gemeenten, wordt op 2 t. h. bepaald voor de eerste reeks en vermeerderd trapsgewijze met een half ten honderd voor elke nieuwe reeks tot een inkomen van 21,000 frank ingesloten. Boven dit cijfer bedraagt de vermeerdering een ten honderd voor elke nieuwe reeks, zonder dertig ten honderd te mogen overschrijden. »

ART. 35, § 3, al. 2. — De woorden « zonder 10 t. h. te mogen overschrijden » worden vervangen door de woorden « zonder 30 t. h. te mogen overschrijden ».

ART. 41. — Les minima fixes au § 1 de cet article sont remplacés par les chiffres suivants :

4,000 — 4,500 — 5,000 — 5,500 — 6,000.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article :

« Pour les revenus qui dépassent ces chiffres il y a lieu aux exonérations suivantes :

» Les revenus supérieurs aux minima, mais ne dépassant pas le double de ceux-ci, sont, quant aux chiffres minima fixés ci-dessus, exonérés seulement à concurrence de 75 %. Les revenus ne dépassant pas le triple, sont exonérés dans les mêmes conditions à concurrence de 50 %. Les revenus ne dépassant pas le quadruple, à concurrence de 25 %. Les revenus plus élevés ne jouissent d'aucune exonération. »

ART. 44. — Au 3^e est apportée la modification suivante : « de 1 p. c. pour les autres tranches, sans pouvoir dépasser 40 p. c. ».

ART. 49. — L'alinéa suivant est ajouté à cet article :

« L'alinéa 7 de l'article 25 est applicable en ce qui concerne la supertaxe. »

ART. 74. — Le mot *cinq* est remplacé par le mot *dix* dans l'alinéa premier.

ART. 41. — De bij § 1 van dit artikel bepaalde minima worden door de navolgende cijfers vervangen :

4,000 — 4,500 — 5,000 — 5,500 — 6,000.

De navolgende paragraaf wordt aan het artikel toegevoegd :

« Voor de inkomens, die deze cijfers overschrijden, gelden de volgende ontheffingen :

» De inkomens, welke de minima overschrijden, doch niet meer dan het dubbele daarvan bedragen, worden, wat betreft de bovengemelde minima-cijfers, slechts ten beloope van 75 t. h. ontheven. De inkomens, welke het drie dubbele niet overschrijden, worden op gelijke wijzen ontheven ten beloope van 50 ten honderd; de inkomens, welke het vierdubbele niet overschrijden, ten beloope van 25 ten honderd. Geene ontheffing wordt verleend voor de hoogere inkomens. »

ART. 44. — In n^o 3^e wordt de volgende wijziging gebracht : « met 1 t. h. voor de overige reeksen, zonder 40 t. h. te mogen overschrijden ».

ART. 49. — De volgende alinea wordt aan dit artikel toegevoegd :

« Alinea 7 van artikel 25 is van toepassing, wat betreft de supertaxe. »

ART. 74. — In de eerste alinea wordt het woord *vijs* vervangen door het woord *tien*.

ART. 2.

L'alinéa premier de l'article 83 est
abrogé.

ART. 2.

Lid 1 van artikel 83 wordt ingetrok-
ken.

MAX HALLET.
ÉMILE CARLIER.
J. PÉRIQUET.
F. ELBERS.
R. VAN HOEYLANDT.
EDMOND DOMS.
